

# PRESTATION DE NETTOYAGE DES LOCAUX DES SITES MARSEILLAIS DE L'EHESS

Date limite de réception des offres : **27 janvier 2025 à 12h00**

Viste obligatoire des sites : 14/01/2025 ou 16/01/2025 ou  
21/01/2025

## Règlement de consultation

AOO 2024/008

La procédure de consultation est un appel d'offre ouvert, régie par l'article L 2124-2, R2161-1 à R2161-5 et  
R 2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique

## Pouvoir Adjudicateur :

*Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales  
Représentée par son Président, Romain Huret*

## SOMMAIRE

|  |                                    |
|--|------------------------------------|
| <b>I. OBJET ET FORME DE LA CONSULTATION .....</b>                                | <b>3</b>                           |
| A. OBJET .....   | 3                                  |
| B. CARACTERISTIQUES.....   | 3                                  |
| <b>II. CARACTERISTIQUES DE LA PROCEDURE .....</b>                                | <b>4</b>                           |
| A. FORME JURIDIQUE DE L'ATTRIBUTAIRE.....  | 4                                  |
| <b>III. DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES .....</b>                        | <b>4</b>                           |
| A. RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES.....                       | 4                                  |
| B. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES.....                       | 5                                  |
| C. COMPLEMENT D'INFORMATION.....   | 5                                  |
| <b>IV. REGLES GENERALES D'ETABLISSEMENT ET DE COMMUNICATION DES OFFRES .....</b> | <b>5</b>                           |
| A. LANGUE / MONNAIE.....   | 5                                  |
| B. SIGNATURE DES DOCUMENTS DE L'OFFRE.....                                       | 5                                  |
| C. REMISE DU DOSSIER.....  | 5                                  |
| <b>V. COMPOSITION DU DOSSIER DE CANDIDATURE .....</b>                            | <b>6</b>                           |
| <b>VI. COMPOSITION DU DOSSIER OFFRE .....</b>                                    | <b>6</b>                           |
| <b>VII. JUGEMENT DES OFFRES .....</b>  | <b>7</b>                           |
| <b>VIII. NEGOCIATION .....</b>   | <b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b> |
| <b>IX. MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE LA CONSULTATION .....</b>            | <b>7</b>                           |
| <b>X. INFRUCTUOSITE .....</b>  | <b>7</b>                           |

## I. OBJET ET FORME DE LA CONSULTATION

### A. Objet

Le présent marché a pour objet les prestations de nettoyage des locaux des sites marseillais :

- 2 rue de la Charité – 13002 Marseille
- 19 rue Montbrion – 13002 Marseille

Une prestation ponctuelle pourra être demandée au titulaire sur bon de commande liée à la désinfection COVID par une équipe spécifique de certains locaux.

Pour le site de Montbrion, les prestations seront réalisées lors de l'état des lieux de sortie de l'occupant et sur demande expresse du maître d'ouvrage.

Concernant le site de la Charité, le nettoyage de l'électroménager devra être réalisé 1 fois par mois (3 fois et 3 micro-ondes).

Concernant le site de Montbrion, voici la liste des prestations à réaliser à titre ponctuel :

- Nettoyage du sol
- Nettoyage salle de bain (douche et lavabo)
- Nettoyage des WC
- Nettoyage cuisine et table à manger
- Dépoussiérage étagère, table basse, table de chevet
- Blanchisserie (draps, taies d'oreiller et serviettes de bain)
- Nettoyage de l'électroménager
- Nettoyage de la vitrerie

Code CPV principal : 90910000 Service de nettoyage

Les besoins à satisfaire sont décrits dans le Cahier des Clauses Particulières.

### B. Caractéristiques

#### 1. FORME JURIDIQUE ET DUREE

La procédure de consultation est l'appel d'offre régie par les articles L2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

Cette procédure consiste en un accord-cadre avec des bons de commande de seul attributaire, approuvé par un pouvoir adjudicateur sans limite de commandes, conformément aux articles R 2162-1 à 6 et R 2162- 13 et 14 du Code de la commande publique.

Les bons de commande sont émis sans aucune négociation ni remise en concurrence préalable du titulaire.

Le contrat est signé pour une période de deux ans. Il peut être tacitement renouvelé deux fois pour une durée de douze mois à chaque fois.

Si la reconduction n'est pas effectuée, l'EHESS en avertira le titulaire par courrier recommandé au moins deux mois avant la date de fin de marché.

#### 2. ALLOTISSEMENT

Il n'est pas prévu de décomposition en lots séparés en application des articles L.2113-10 et L.2113-11 du Code de la commande publique, car la dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

### 3. VARIANTES / PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES

Il n'est pas exigé de variante de la part du pouvoir adjudicateur et les variantes proposées par les candidats ne sont pas autorisées. Dans le cadre du présent marché, le pouvoir adjudicateur n'exige pas l'option de variante et la proposition des variantes de la part des candidats est strictement interdite.

### 4. DELAI DE VALIDITÉ DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à cent vingt **90 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

## II. CARACTERISTIQUES DE LA PROCEDURE

### A. Forme juridique de l'attributaire

#### 1. CO-TRAITANCE

Les candidats sont autorisés à se porter candidat sous forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint, sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence.

Cependant, après attribution du marché, le groupement d'opérateur économique devra se constituer sous forme de groupement :

- ✓ Solidaire, dans laquelle chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché

OU

- ✓ Conjoint, lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché.

Il est cependant interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

Il est impératif de désigner dans l'acte d'engagement les prestations de chacune des entreprises ainsi que la nature des prestations et le montant correspondant à celles-ci.

Néanmoins, la même entreprise ne peut pas présenter pour l'accord-cadre plusieurs offres, en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements.

#### 2. SOUS TRAITANCE

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché.

La demande d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement peut être présentée :

- Soit par le candidat lors de la remise de son offre
- Soit par le Titulaire du marché au cours de l'exécution de celui-ci.

## III. DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

### A. Retrait du dossier de consultation des entreprises

Le dossier de consultation des entreprises est accessible :

- Par téléchargement sur Place via ce lien : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=660452&orgAcronym=e=f2h>

#### **B. Contenu du dossier de consultation des entreprises**

Le dossier de consultation remis aux candidats comporte :

- Le règlement de la consultation (RC) ;
- Le Cahier des Clauses Particulières ;
- La Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)
- La masse salariale
- Les plans par site

#### **C. Complément d'information**

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires, les candidats devront faire parvenir au plus tard dix jours avant la remise des offres, une demande écrite via la plateforme PLACE.

Les renseignements nécessaires seront alors envoyés dans les meilleurs délais, et en tout état de cause, au plus tard cinq jours avant la date de remise des offres sur PLACE.

### **IV. REGLES GENERALES D'ETABLISSEMENT ET DE COMMUNICATION DES OFFRES**

#### **A. Langue / Monnaie**

Les différents documents remis par les candidats au cours de la présente procédure seront rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction réalisée par un traducteur assermenté.

L'unité monétaire utilisée est l'Euro.

#### **B. Signature des documents de l'offre**

L'ensemble des documents à signer devra être revêtu de la signature d'une personne habilitée à engager le candidat et le cas échéant, le groupement de candidats et chacun de ses membres (tout signataire devra être dûment habilité).

En cas d'offre dématérialisée, le candidat devra signer l'intégralité des documents.

#### **C. Remise du dossier**

Les dossiers devront être impérativement remis **au plus tard le 27 janvier 2025 à 12h00 (à Paris)**

La remise des dossiers est par voie dématérialisée sur la plateforme PLACE.

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique ou par courrier électronique n'est autorisée.

Néanmoins, L'EHESS se réserve le droit de demander aux candidats de lui transmettre leurs offres par courriel pour la nécessité du service.

## **V. COMPOSITION DU DOSSIER DE CANDIDATURE**

Le dossier de candidature de chaque candidat, et en cas de groupement, de chaque co-traitant, sera constitué des pièces suivantes :

Le candidat devra fournir les renseignements suivants :

- **Lettre de candidature – Habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1),**
- **Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (DC2),**
- **Attestation d'assurance professionnelle en responsabilité civile.**
- **Déclaration sociale et fiscale (transmission possible lors de l'attribution du marché)**
- **Extrait KBIS**
- **Le cas échéant la déclaration de sous-traitance (DC4)**
- **Si l'entreprise est en redressement judiciaire :** elle doit joindre à son dossier de candidature la copie du jugement prononcé à cet effet, ainsi que la justification qu'elle est habilitée à poursuivre son activité pendant la durée prévisible du marché.
- **Liste des principales références pour des travaux similaires effectués dans les trois dernières années ;**
- **Tout renseignement relatif à la nature et aux conditions d'exploitation de l'entreprise, aux pouvoirs de la personne habilitée pour l'engager, à son expérience, à ses capacités professionnelles, techniques et financières.** Un soin particulier doit être apporté à la production de ces renseignements, en particulier pour permettre au pouvoir adjudicateur d'apprécier les capacités du candidat en l'absence de références et de certificats de capacité.
- **Liste des matériels utilisés et moyens humains affectés à ce marché public spécifiquement.**

A défaut de l'avoir joint à son offre, le candidat auquel il sera envisagé d'attribuer le marché devra fournir les pièces mentionnées à l'article R.324-4 du code du travail :

- 1. Une attestation des déclarations sociales, état annuel des certificats reçus ou NOT12 ;
- 2. La déclaration relative à la lutte contre le travail dissimulé ou ancien DC6
- Une attestation sur l'honneur certifiant que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement : Art. L 143-3 : remise du bulletin de paie, Art L 620-3 : tenue d'un registre du personnel

**LE CANDIDAT VEILLERA À LA COMPLÉTUDE DE SA CANDIDATURE.**

## **VI. COMPOSITION DU DOSSIER OFFRE**

Le dossier d'offre doit comporter, les pièces suivantes :

- Le CCP paraphé,
- La DPGF dûment complétée
- Attestation de visite
- Un **mémoire technique**, démontrant la qualité de l'offre, au regard des critères de choix de l'offre économiquement la plus avantageuse (mémoire limité à 100 pages).
- Un descriptif clair et détaillé concernant la reprise des personnels des sites concernés (organisation, échéances, accompagnement)
- Liste des futurs produits utilisés pour les sites concernés.

- Les **coordonnées des interlocuteurs désignés** de la société.

**LE CANDIDAT VEILLERA À LA COMPLÉTUDE DE SON OFFRE. En cas d'offre incomplète l'offre du candidat pourra être jugée irrégulière sans possibilité de régularisation**

## VII. JUGEMENT DES OFFRES

| N°       | Critères de jugement des offres   | Pondération des critères |
|----------|---|--------------------------|
| <b>1</b> | <b>Valeur technique de l'offre :</b>  | <b>50 Pts</b>            |
|          | Modalités et accompagnement dans le cadre de la reprise des personnels,   | 10 pts                   |
|          | Modalités de contrôle de qualité des prestations assurées (outils de contrôle de la société, fréquence)   | 15 pts                   |
|          | Modalités et outils de vérification du temps de présence des agents sur sites   | 10 pts                   |
|          | Les modalités de mise en place des équipes de remplacement en cas d'absentéisme prévu ou non prévu et les délais de remplacement ainsi que les produits qui seront utilisés sur les sites | 15 pts                   |
| <b>2</b> | <b>Prix des prestations</b>   | <b>50 Pts</b>            |

## VIII. VISITE OBLIGATOIRE DES LOCAUX

Les candidats devront obligatoirement participer à l'une des visites prévues aux dates suivantes :

- mardi 14 janvier 2025 à 9h ;
- jeudi 16 janvier 2025 à 9 h ;
- mardi 21 janvier 2025 à 9h.

Afin d'y participer, ils devront s'inscrire en indiquant le nom de la société, ainsi que les nom, prénom, et numéro de téléphone du représentant de la société. La date choisie devra bien entendu être indiquée et la demande envoyée aux adresses suivante : [marches@ehess.fr](mailto:marches@ehess.fr) et [christophe.tiran@ehess.fr](mailto:christophe.tiran@ehess.fr)

A l'issue de cette visite une attestation sera remise à chaque candidat. Ce document devra impérativement être ajouté au dossier de consultation

## IX. MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE LA CONSULTATION

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 5 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres des modifications de détail au dossier de la consultation. Les candidats devront répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres a été reportée, la disposition précédente serait applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **X. INFRACTUOSITE**

En cas d'infructuosité, le pouvoir adjudicateur après en avoir informé les candidats éventuels, peut relancer une consultation avec publicité et mise en concurrence sous forme de procédure adaptée ou procéder à une

AO n° 2024/017

RC

29/10/2024

Procédure négociée sans publicité ni remise en concurrence en cas de situation visée par l'article R 2122-2  
du Code de la commande publique.